



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 28 octobre 2024

EN RÉSUMÉ

Nominations

Charles Mahy, ancien conseiller travail et emploi au cabinet de Gabriel Attal à Matignon, rejoint l'ambassade de France à New Delhi en qualité de conseiller pour la santé et les affaires sociales.

Maroussia Pehinec, administratrice de l'Etat nommée dans les fonctions d'inspectrice des finances, s'est vu confier les fonctions d'adjointe à la sous-directrice de l'accès aux soins des prestations familiales et des accidents du travail et maladies professionnelles à la direction de la sécurité sociale.

Samantha Leblanc, jusqu'alors directrice de la communication de l'Hôpital américain de Paris, ancienne adjointe au directeur de l'information et de la communication du Conseil d'État, rejoint la Haute autorité de santé.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

PLFSS – Les députés disposent de trente heures pour examiner les 2 200 amendements déposés avant le vote solennel prévu le 5 novembre, un débat intense en prévision des tensions politiques. Parmi les mesures controversées, la révision des exonérations patronales et le gel des pensions de retraite ont suscité une forte opposition, notamment de la part des syndicats. Le ministre du Budget Laurent Saint-Martin appelle les députés à des compromis, soulignant l'importance de réduire le déficit social pour éviter de creuser les dettes pour les générations futures du PLFSS, qui a finalement été rejeté en commission.

Budget 2025 – Le Rassemblement national refuse de soutenir le budget 2025 du gouvernement et s'approche de voter la motion de censure du Nouveau Front populaire si Michel Barnier engage le 49.3, selon Jean-Philippe Tanguy, président délégué du groupe RN. Il critique l'absence de dialogue du gouvernement et des décisions budgétaires qu'il considère néfastes, comme l'augmentation de la taxe sur l'électricité, qui pénalise les classes populaires et moyennes. Le RN espère que le Sénat, où Michel Barnier est majoritaire, pourra modifier le texte pour répondre aux attentes du parti, mais déplore le silence du Premier ministre sur la crise budgétaire potentielle.